



Veille mensuelle sur la situation économique et financière de l'Autriche

© DG Trésor

mai 2019

L'Autriche dans une situation politique inédite : un gouvernement intérimaire jusqu'à la fin de l'année ?

A la suite du scandale de l'Ibizagate révélé le 17 mai éclaboussant le Vice-Chancelier Strache (FPÖ), une crise politique s'est ouverte en Autriche, conduisant successivement en deux semaines à la fin du gouvernement de coalition ÖVP-FPÖ et l'annonce d'élections législatives anticipées pour septembre ; puis à une motion de censure le 27 mai soutenue par le FPÖ et le SPÖ contre le gouvernement de transition Kurz, et enfin la désignation par le Président Van der Bellen le 30 mai après consultations des partis, de Mme Brigitte Bierlein, présidente de la Cour constitutionnelle, comme chef de gouvernement, première femme à occuper ce poste.

Le 3 juin un nouveau gouvernement intérimaire était formé, parfaitement paritaire, constitué au total de 12 personnalités techniques, pour la plupart de hauts fonctionnaires. Ainsi dans le champ économique et social, le ministère des Finances revient à M. Eduard Müller, expert en matière budgétaire et fiscale et dernièrement chargé de la réforme de l'administration territoriale du ministère. Comme ministre de l'Economie et de la Numérisation, Mme Elisabeth Udolf-Strobl, en charge jusqu'ici de la Direction générale des biens culturels, succède à Mme Schramböck ; Mme Maria Patek, qui avait été à la tête de plusieurs directions générales, devient ministre du Développement durable et du Tourisme ; à l'Emploi et les Affaires sociales, c'est Mme Brigitte Zarfl (directrice générale de l'administration) qui succède à Mme Hartinger-Klein. Aux Transports et Infrastructures est promu l'ancien secrétaire général Andreas Reichhardt.

Le gouvernement dans son ensemble devra être confirmé devant le Parlement le 12 ou 13 juin. Reste que sa marge de manœuvre sera par définition limitée, se limitant à expédier les affaires courantes. Seuls des projets législatifs consensuels ou en mesure de recueillir une majorité au Parlement seraient susceptibles d'être instruits. D'ores et déjà les projets les plus controversés comme la réforme de la supervision bancaire ont été retirés de l'ordre du jour. Reste à savoir comment le gouvernement intérimaire gèrera le dossier de la réforme fiscale qui venait d'être déposé au Parlement avec des mesures d'allègements fiscaux qui devaient entrer en vigueur dès 2020.



Situation économique et financière	2
□ Evolution des indicateurs et prévisions	2
• La perte de dynamisme de la conjoncture se confirme, le PMI en repli	2
• En 2018, les prix de l'immobilier ont augmenté de 6,8 %	3
• Grâce au tourisme, la balance des paiements courants affiche un excédent de 9 Mrd EUR en 2018	4
• L'IPCH en progression à +1,7 % en avril	4
□ Echanges	4
• Après le jugement de la CJUE, le Président fédéral a signé l'accord CETA	4
Politique économique et sociale	5
□ L'emploi	5
• Baisse du chômage à 4,8 % mais le creux de la vague semble atteint.	5
□ Questions sociales	5
• Adoption de la réforme de l'aide sociale, en vigueur au 1 ^{er} juin	5
• Assurance maladie : le déficit estimé à 83 MEUR en 2019, notamment dû à la réforme	6
• Dumping social : le secteur de la construction bois croise le fer avec la Slovénie	6
Questions sectorielles	7
□ Services financiers	7
• Les ménages autrichiens ont réduit de 70 % leurs crédits en devises	7
□ Energie et environnement	7
• Autriche clôt le chapitre des centrales à charbon	7
□ Communication	7
• Le volume de données transmises continue à augmenter	7
□ Industrie	8
• Frequentis fait son apparition à la bourse de Vienne	8
• Kapsch vend ses divisions CarrierCom et PublicTransportCom	8
• Un hiver 2017/2018 satisfaisant pour la branche des remontées mécaniques	8
□ Transports	9
• Malgré l'objectif de transférer le transport routier vers le rail, la situation évolue dans la mauvaise direction	9
□ Tourisme	9
• Résultat record pour la saison hivernale grâce à la ville de Vienne	9
□ Agriculture	9
• Future PAC : L'Autriche craint une perte de 110 MEUR	9
Annexe	11

[Haut du document](#)

Situation économique et financière

Evolution des indicateurs et prévisions

La perte de dynamisme de la conjoncture se confirme, le PMI en repli

Alors que l'institut de conjoncture Wifo (*Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung*) a très légèrement revu à la hausse de 0,1 point son estimation de croissance du 1^{er} trimestre 2019, avec une progression de 0,4 % (en données cvs-cjo), l'économie autrichienne perd indéniablement de sa dynamique, conséquence du ralentissement de la conjoncture mondiale. Selon les prévisionnistes, la production de biens a stagné au cours du T1 2019 alors que la construction progressait de 0,6 %. Le secteur du tourisme a également connu une hausse de 1,2 %. Le PMI, indicateur composite de l'activité manufacturière, s'inscrit, avec 48,3 points en mai, pour le 2^{ème} mois consécutif sous la barre de l'indice 50, signalant une



contraction de l'activité du secteur productif. Le PMI européen s'est pour sa part fixé à 47,7 points, notamment en raison de repli du PMI allemand (44,3 points) et des replis des économies italiennes et espagnoles. Après 4 ans d'expansion, le secteur manufacturier autrichien parvenait encore à se maintenir grâce aux carnets de commandes bien remplis, mais les nouvelles commandes peinent à les compléter. En raison du tassement des exportations, en hausse de 0,6 % au T1 2019 (après +0,9 % au T3 2018 et +0,8 % au T4 2018), la production manufacturière s'est légèrement repliée en mai alors que l'emploi continuait certes de progresser mais maintenant plus modérément. La masse salariale dans le secteur industriel autrichien a progressé de 2,2 % au 1^{er} trimestre 2019 et compte plus de 62 5000 salariés. Les stocks de produits finis ont logiquement augmenté et les temps de livraison baissés. Par ailleurs, l'augmentation des prix du pétrole a induit une hausse des prix des ventes. Les perspectives de la production manufacturière pour les 12 prochains mois sont légèrement orientées à la baisse, conséquence des incertitudes quant à l'issue des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine et leurs éventuelles répercussions sur l'industrie automobile européenne.

Pour sa part, la Banque nationale autrichienne (OeNB, *Oesterreichische Nationalbank*) estime que la croissance devrait croître au T2 2019 de +0,3 % et prévoit une hausse de 0,4 % au T3 2019, résultant selon les banquiers centraux d'une stabilisation du commerce mondial.

**En 2018, les prix
de l'immobilier
ont augmenté de
6,8 %**

La banque centrale OeNB a publié mi-mai l'évolution des prix de l'immobilier pour 2018. Les prix immobiliers ont augmenté de 6,8 % sur l'année pour l'ensemble de l'Autriche en 2018 (après 3,8 % en 2017). La hausse des prix pour Vienne (5,2 %) a été bien plus modérée que pour les autres Länder (8,2 %). Au 4^{ème} trimestre, les prix dans l'ensemble de l'Autriche ont augmenté de 7,1 % en glissement annuel (après 8,0 % au 3^{ème} trimestre), soit une augmentation de 8,2 % pour les Länder (hors Vienne) (après 9,7 % au 3^{ème} trimestre) et 6,4 % pour Vienne. L'offre de logements croît actuellement plus rapidement que la demande même si le pic de construction semble avoir été atteint. Environ 60 200 logements ont été achevés en 2017 et 66 700 en 2018. Dans le même temps, la demande de logements s'est sensiblement affaiblie (après son pic en 2016 avec 71 500 logements) pour atteindre 45 400 en 2018, ce qui signifie que la demande excédentaire, qui était de 64 000 logements manquants en 2016, passera à 31 000 logements. La demande excédentaire devrait être résorbée dans toute l'Autriche d'ici 2020. Pour Vienne, cependant, on s'attend à ce que l'excédent de la demande se poursuive en 2020. L'évaluation de la Banque Nationale Autrichienne affiche une hausse des prix plus importante que celle de l'Institut de statistique nationale publiée en mars pour la même année 2018 (+ 4,7 %). Pour rappel, selon l'Indice des Prix des Logements (IPL) de l'agence Eurostat, l'évolution du marché autrichien se situait légèrement au-dessus de la moyenne de la zone Euro (+4,4 %) et des états membres (+4,4 %) pour les trois premiers trimestres 2018. L'Institut statistique a publié par ailleurs les valeurs foncières de 2018. Ainsi, le prix moyen des terrains à bâtir en Autriche était de 89 EUR/m², celui des copropriétés de 3 046 EUR/m² et celui des maisons de 1 531 EUR/m². Ces valeurs cachent des disparités importantes en fonction de la localisation des biens, elles sont plus élevées à Vienne et en Autriche occidentale, et en fonction du type de contrat. Les contrats de location à échéance participent à l'augmentation des prix parce qu'ils sont plus souvent revalorisés.

**Grâce au tourisme, la balance des paiements courants affiche un excédent de 9 Mrd EUR en 2018**

L'OeNB a publié les résultats de la balance des paiements courants pour l'année 2018. Après avoir atteint 7 Mrd EUR en 2017, l'excédent progresse à 9 Mrd EUR en 2018. Exprimé en parts du PIB, l'excédent est passé de 1,9 % à 2,3 %. L'excellence des résultats touristiques (9,3 Mrd EUR) contribue pour une large partie à ce résultat. Les revenus touristiques ont atteint le montant record de 19,5 Mrd EUR, dont 12,8 Mrd EUR pour la zone euro. Les Autrichiens, quant à eux, ont dépensé environ 10 Mrd EUR en voyages internationaux en 2018 (+6,3 % par rapport à 2017). Les touristes autrichiens ont plébiscité les destinations de vacances classiques, dépensant davantage que l'année précédente en Italie (+9 %) et en Croatie (+14 %) en particulier. Cela s'est fait au détriment de la France (-13 %), des Etats-Unis (-10 %) et de la Grèce (-2 %).

L'IPCH en progression à +1,7 % en avril

L'inflation en Autriche a perdu de sa vigueur en avril et s'est tassée de 0,1 point par rapport à mars 2019 (+1,8 %). Le facteur responsable de cette légère contraction est la hausse plus modérée en avril des voyages (+0,9 % ; en mars +4,3 %) alors que les dépenses liées au logement mais également celles au tourisme (hôtellerie et restauration) ont maintenu leur tendance haussière. Le coût du logement et des dépenses y afférentes telles l'énergie et l'eau a progressé de 3,0 % en glissement annuel. Les frais d'entretien du logement ont augmenté de 3,1 % tandis que le prix de l'électricité maintenait les prix de l'énergie liée au logement en hausse de 3,9 %. Conséquence des tensions sur le marché du pétrole, le fuel domestique se renchérisait de 7,8 %. Le même constat s'impose dans la catégorie des transports dont les prix ont progressé de 1,7 %, les carburants s'inscrivant en hausse de 4,9 %, légèrement en deçà de la hausse constatée en mars (+5,2 %). Seuls les billets d'avions échappent à cette tendance et se replient sensiblement de 1,5 %. Les prix de l'alimentation et les boissons non alcoolisées progressent légèrement de 1,2 % (produits carnés : +2,8 % ; légumes : +5,2 % ; œufs et produits laitiers : +0,5 % ; fruits : -6,1 %). Les prix des télécommunications s'inscrivent pour leur part en baisse de 1,7 %.

Echanges**Après le jugement de la CJUE, le Président fédéral a signé l'accord CETA**

Le 30 avril 2019, la Cour de justice de l'Union européenne a jugé conforme au droit communautaire le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et Etats prévu par l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada (CETA). La CJUE suit ainsi l'avis de son avocat général, rendu à la fin janvier. Le texte est entré en vigueur en septembre 2017 à titre provisoire, sans les dispositions en matière d'arbitrage, avant sa ratification par les Parlements régionaux. En Autriche, l'accord a été adopté mi-juin 2018 par la Chambre basse du Parlement (*Nationalrat*) grâce aux votes des partis conservateur (ÖVP), de droite populiste (FPÖ) et de droite libérale (NEOS). Le Président fédéral Alexander Van der Bellen, par contre, avait suspendu sa ratification en juillet 2018 souhaitant attendre le jugement de la CJUE. S'agissant du commerce bilatéral entre l'Autriche et le Canada, le volume des échanges a atteint 1,56 Mrd EUR en 2018, le pays alpin affichant un excédent de 886 MEUR. Les exportations de l'Autriche vers le Canada se sont élevées à 1,2 Mrd EUR soit 0,8 % des exportations autrichiennes, des moteurs et des pièces de moteurs étant le poste le plus important (15,2 %) suivis par les véhicules (12,1 %) et les machines-outils (9,5 %). Selon le ministère de l'Economie, le nombre d'exportateurs s'élève à 1 400.



De plus, les entreprises canadiennes présentes en Autriche, comme Magna et Bombardier, qui y ont 20 000 emplois, profiteraient de l'accord.

[Haut du document](#)

Politique économique et sociale

L'emploi

Baisse du chômage à 4,8 % mais le creux de la vague semble atteint.

Le marché de l'emploi autrichien continue de progresser, le nombre de salariés a crû de 1,9 % pour atteindre 3,8 millions de personnes en glissement annuel. Le taux de chômage exprimé selon la définition du BIT était de 4,8 % en avril 2019 (dernière donnée disponible). Un recul du chômage est observé dans presque toutes les catégories d'âge, à l'exception des seniors qui ne profitent pas de la tendance baissière (+1,5 %). Par ailleurs, les personnes issues de l'immigration continuent également de voir leurs rangs grossir puisque le nombre de chômeurs étrangers augmente de 3,2 %, cela concerne notamment les réfugiés (+17,2 % en glissement annuel) et les bénéficiaires de la protection subsidiaire (+6,1 %). Le nombre d'hommes en situation de chômage baisse de 4,3 % quand celui des femmes ne recule que de 0,5 %. En termes d'emplois vacants, le nombre de postes à pourvoir a progressé de 8,9 % par rapport à mai 2018. Alors que le nombre de jeunes commençant un apprentissage a augmenté de 2 % en 2018, la formation duale reste largement sous tension : plus de 5 163 places étaient non pourvues fin mai, ce qui amène à une forte compétition entre les entreprises. Comme en Allemagne, l'idée d'un versement libératoire pour recruter un apprenti dans une autre entreprise formatrice a fait surface en Autriche. Selon une étude menée pour le compte du Pôle Emploi autrichien (AMS, *Arbeitsmarktservice*), le chômage devrait continuer de se replier au S1 2019 pour rebondir pendant le S2 2019. Au cours des 40 dernières années, en moyenne annuelle, les entreprises autrichiennes n'ont jamais autant recruté qu'en 2018 grâce à un potentiel de main d'œuvre en constante progression (+55 000 personnes en 2018).

Questions sociales

Adoption de la réforme de l'aide sociale, en vigueur au 1^{er} juin

La réforme fédérale du minimum social (*Mindestsicherung*), rebaptisée par le gouvernement Kurz en aide sociale (*Sozialhilfe*), a été adoptée par le Parlement le 9 mai. Cette réforme vise à fixer le montant maximal de la prestation sociale versée par les Länder, à combattre le « tourisme social » décrié par les populistes, mais y introduit une notion de préférence nationale : le montant versé aux ayants-droits devra être minoré de 300 EUR pour les ressortissants étrangers ne possédant pas un niveau linguistique suffisant en allemand. Parallèlement, un temps de présence de 5 ans minimum est imposé aux ressortissants de l'UE pour pouvoir y prétendre. Le montant de la prestation servie aux enfants y ouvrant droit est également soumis à des taux dégressifs selon la composition de la fratrie. La loi, publiée au journal officiel autrichien le 22 mai, est entrée en vigueur le 1^{er} juin. Comme la politique sociale relève de la compétence des Régions, la loi fédérale fixe à 7 mois le délai accordé à celles-ci pour adopter ces dispositions dans leur législation respective. Assortie d'une période de transition, l'application générale de la loi devra être achevée le 1^{er} juin 2021. Toutefois, compte tenu de la révocation du gouvernement par le Parlement le 27 mai, cette loi pourrait être amendée voire abrogée selon les résultats des prochaines élections législatives anticipées en septembre et du gouvernement qui s'en dégagera.

**Assurance
maladie : le
déficit estimé à
83 MEUR en
2019, notamment
dû à la réforme**

Alors que la réforme de l'assurance maladie, engagée par le gouvernement Kurz déchu le 27 mai par une motion de censure et adoptée par le Parlement, est maintenant sur les rails, l'organisme faïtier des caisses d'assurance maladie estime que celle-ci enregistreront en 2019 des pertes de plus de 83 MEUR. En 2018, elles avaient réussi à dégager un excédent de 111 MEUR pour un budget de 19,3 Mrd EUR. La raison invoquée pour cette perte serait le financement des hôpitaux pour lesquels les versements suivent l'évolution des cotisations : il s'agit là du revers de la médaille de l'excellente conjoncture que connaît l'Autriche. Le directeur général de l'assurance maladie, M. Alexander Biach, estime à 238 MEUR le volume additionnel que les caisses devront verser au milieu hospitalier, ce qui porte le volume total à 5,2 Mrd EUR. Par ailleurs, conformément à la réforme, le régime de l'assurance maladie devra désormais participer plus amplement au financement du milieu hospitalier privé (+14,7 MEUR). La revalorisation de la convention conclue avec les praticiens devrait également impacter le résultat de l'assurance maladie de près de 100 MEUR supplémentaires. Seules les caisses régionales de Carinthie et de Styrie devraient enregistrer cette année un surplus de respectivement 12,7 MEUR et 15,6 MEUR, les 7 autres caisses devraient terminer en négatif. Les prévisions budgétaires de l'assurance maladie ne prennent que partiellement en compte le coût de la réforme, par exemple le volume de 10 MEUR généré par la fusion de la caisse agricole (SVB) avec celle du commerce (SVA). Le coût qu'engendrera la fusion des 9 caisses régionales en une seule caisse autrichienne (ÖGK) pour les assurés du régime général n'est pas à cette heure pas encore connu. Mais une hausse conséquente du déficit pour les années 2020 et 2021 est attendue. En 2018, les caisses d'assurance maladie ont réussi à baisser le coût d'exploitation de 2 % alors que la collecte des cotisations s'affichait en hausse de 4,4 %. A noter que le Ministre Walter Pöltner, nommé au portefeuille des affaires sociales et de la santé pour 3 jours, a levé le veto de son prédécesseur, Mme Beate Hartinger-Klein (FPÖ, droite populiste) démissionnaire après le départ de tous les ministres populistes du gouvernement Kurz, qui interdisait à la caisse d'assurance maladie de Haute-Autriche de prélever 61 MEUR des réserves constituées par cette caisse (310 MEUR) dans le fonds de soutien. La levée du veto évite ainsi des poursuites juridiques de la caisse envers l'Etat fédéral.

**Dumping social :
le secteur de la
construction bois
croise le fer avec
la Slovénie**

La branche syndicale de la construction/bois a déposé une plainte contre la Slovénie auprès de la Commission européenne pour dumping social. Le syndicat reproche à la Slovénie de pratiquer le dumping social dans le cadre du détachement de travailleurs. En ligne de mire est un rabais accordé pour un détachement de travailleur en AT par la caisse de sécurité sociale slovène qui calculerait les cotisations sociales dues non pas sur le salaire dû selon la grille tarifaire autrichienne mais sur le salaire minimum slovène. Le député social-démocrate (SPÖ) et chef du syndicat Josef Muchitsch prévoit de remettre personnellement le 6 juin à la Commission les exemples étayant la plainte. Par ailleurs, le syndicat reproche à la Slovénie d'être la porte d'entrée pour des travailleurs issus des pays tiers, comme la Russie, la Bosnie ou la Serbie. Selon le syndicat, un salarié sur deux ne serait pas rémunéré selon les conventions autrichiennes mais 80 % en dessous du tarif. Le salaire moyen d'un salarié du bâtiment en Autriche s'élève à 2 400 EUR bruts mensuels, à comparer aux 884 EUR mensuels brut en Slovénie. Les cotisations sociales versées se monteraient donc à 142 EUR



par mois, au lieu de 515 EUR, ce qui contribue selon le syndicat à diminuer les droits à pension des salariés.

[Haut du document](#)

Questions sectorielles

Services financiers

Les ménages autrichiens ont réduit de 70 % leurs crédits en devises

Selon l'autorité des marchés financiers (FMA, *Finanzmarktaufsicht*), le total des crédits en devises accordés aux ménages a diminué en 2018 de 1,8 Mrd EUR (-11,2 %) pour atteindre 14,8 Mrd EUR soit 9,6 % du total des crédits accordés aux ménages. Au plus fort de leur popularité en 2008, le total des crédits en devises accordés aux ménages s'était élevé à 32,8 Mrd EUR soit 31,8 % du total des crédits accordés aux ménages. De 2008 à 2018, on observe un recul de 70,5 %. Fin 2018, 96,2 % de l'exposition au risque de change était libellée en CHF, le reste étant presque entièrement libellé en JPY. Souscrits afin de bénéficier de taux d'intérêt plus bas, ces emprunts se sont révélés désastreux en raison de l'appréciation du CHF. Depuis le début de l'année 2008, il s'est apprécié de 46,8 % et s'est établi entre 1,1227 EUR et 1,1470 EUR au 4^{ème} trimestre 2018, après la suppression du taux minimum de 1,20 EUR en janvier 2015.

Energie et environnement

Autriche clôt le chapitre des centrales à charbon

Selon l'energéticien de Basse-Autriche EVN, la centrale à charbon de Dürnrohr, sise dans la commune de Zwentendorf, arrêtera la production d'électricité à partir de cette matière fossile à l'automne. Elle est, avec celle de Mellach en Styrie, la dernière centrale au charbon de l'Autriche. Il est prévu de transformer la centrale en incinérateur de combustibles. Les déchets serviront à produire de l'électricité pour 170 000 foyers et du chauffage urbain pour la ville de Sankt Pölten, capitale du land de Basse-Autriche. Des boues d'épuration en provenance de la Basse-Autriche seront également utilisées à la production d'énergie et de chaleur. De plus, EVN annonce la construction sur le site de Dürnrohr d'une centrale photovoltaïque. Au total, les investissements à Dürnrohr s'élèveront à plus de 20 MEUR. Pour sa part, l'energéticien Verbund prévoit pour l'année prochaine la fermeture de sa dernière centrale au charbon à Mellach près de Graz ce qui mettra fin à la production d'électricité sur base de charbon en Autriche.

Communication

Le volume de données transmises continue à augmenter

Regroupant les entreprises *A1 Telekom Austria*, *Huawei*, *Hutchison Drei Austria*, *ms-CNS*, *Magenta Telekom*, *Nokia Solutions und Networks Österreich*, *Samsung*, *Sony Mobile*, *SPL Tele*, *ZTE* et la fédération de l'industrie électrique et électronique FEEI, l'association du secteur de communication mobile (FMK, *Forum Mobilkommunikation*) vient de publier les résultats du secteur pour 2018 : au 31 décembre 2018, 17,2 millions de cartes SIM étaient activées (+3 millions). Le nombre de minutes passées au téléphone mobile a atteint 22,3 milliards. La plus forte hausse est atteinte en termes de volume de données transmises et affiche à 1,6 milliard Go (2015 : 320 millions Go) une progression de 60 %. Le chiffre d'affaires combiné d'*A1*, *Drei* et *T-Mobile* (renommée *Magenta Telekom* début mai 2019)



pour l'année 2018 affiche une hausse de 11,4 % pour atteindre 4,6 Mrd EUR et l'excédent brut d'exploitation (EBITDA) a progressé de 7,2 % à 1,6 Mrd EUR.

Industrie

Frequentis fait son apparition à la bourse de Vienne

Après l'introduction en bourse de *Marinomed Biotech AG* en février, *Frequentis AG* a fait son apparition en bourse au cours du mois de mai. Le premier cours de l'action du spécialiste des systèmes d'information pour le contrôle aérien s'élevait à 18 EUR, la capitalisation boursière atteignant 239 MEUR. La famille Bardach reste l'actionnaire majoritaire, le flottant étant d'environ 25 %. Le groupe B&C qui est actionnaire majoritaire de *Lenzing*, *Amag* et *Semperit*, a acquis 10 % des actions de *Frequentis* via la société *B&C Innovation Investments GmbH* (BCII). Avec une part de marché d'environ 30 %, *Frequentis* est le leader mondial des systèmes de communication vocale pour les services de navigation aérienne. L'entreprise propose également des solutions logicielles et matérielles pour les centres de contrôle de la police, des pompiers, des services de secours, du transport maritime et ferroviaire. Parmi ses clients figurent ÖBB, *Austro Control* et l'aéroport de Vienne. En Allemagne, *Frequentis* fournit, entre autres, les forces armées, l'opérateur ferroviaire historique *Deutsche Bahn* et les services de navigation aérienne. De plus, l'agence spatiale américaine NASA figure parmi les clients de *Frequentis*. En 2018, l'entreprise a augmenté son chiffre d'affaires de 267 MEUR à 286 MEUR et son résultat net de 10,7 MEUR à 11,8 MEUR. Elle compte 1 850 employés, dont environ 1 000 au siège de l'entreprise à Vienne.

Kapsch vend ses divisions CarrierCom et PublicTransport Com

Le groupe technologique S&T basé à Linz souhaite reprendre les divisions *CarrierCom* et *PublicTransportCom* du groupe *Kapsch* avec près de 500 employés et un chiffre d'affaires d'environ 120 MEUR. La transaction est soumise à l'approbation des autorités réglementaires. Le groupe S&T est présent dans plus de 25 pays à travers le monde et emploie 4 300 personnes. Son chiffre d'affaires s'élève à près de 1 Mrd EUR. S&T est cotée à la bourse allemande et est l'un des principaux fournisseurs de services et solutions informatiques en Europe centrale et orientale. *Kapsch CarrierCom* est un fournisseur de solutions de communication. L'accent est mis sur la planification, le développement, la construction et la maintenance de réseaux GSM-R (*Global Systems for Mobile Communications-Railways*). *Kapsch PublicTransportCom* propose des solutions pour les transports publics locaux. Le CEO du groupe, M. Georg Kapsch, (également président de la Fédération des industriels autrichiens IV), a déclaré vouloir recentrer l'orientation stratégique de son groupe sur les divisions *TrafficCom* qui fournit des solutions de péage et de gestion du trafic, et *BusinessCom* présente dans les solutions de digitalisation.

Un hiver 2017/2018 satisfaisant pour la branche des remontées mécaniques

A l'occasion du salon Interalp à Innsbruck début mai, la branche des remontées mécaniques a salué la bonne progression du secteur et le développement d'une offre plus écologique. Par rapport à la saison dernière, le chiffre d'affaires a augmenté de 4,8 %, les journées de ski se maintiennent à un niveau élevé (54,6 millions de journées, + 4,6 %), une légère augmentation peut également être observée concernant le nombre de personnes transportées (+1,6 %) à 599 millions. Le nombre de jours d'exploitation a légèrement diminué de 3,9 % à 27 600



jours en raison des conditions météorologiques aux vacances de Pâques. Les investissements prévus pour la saison prochaine augmentent de 3 %, se hissant à 600 MEUR. La branche se félicite de l'attractivité du domaine skiable. Les deux tiers des touristes se rendent en Autriche pour la qualité du domaine skiable et un jour de ski au monde sur six est autrichien. Par ailleurs, la branche se réjouit de l'engagement du secteur pour la réduction de l'empreinte écologique. De multiples initiatives ont été mises en œuvre (bornes de rechargements électriques, navette dans le prix du forfait, chauffage urbain écologique, panneaux solaires etc.) et déjà plus de 90 % de l'énergie nécessaire à l'enneigement est d'origine durable. Une étude commandée par la branche à l'agence pour l'environnement autrichienne montre que, malgré l'impact écologique important des vacances à la montagne, celles-ci restent moins émettrices de CO₂ que des vacances à la mer. Pour rappel, dans son ensemble (téléphérique, hébergement, magasins de sport, transport, etc.) le secteur des sports d'hiver contribue à hauteur de 4,3 Mrd EUR au PIB et emploie plus de 99 300 personnes (2017).

Transports

Malgré l'objectif de transférer le transport routier vers le rail, la situation évolue dans la mauvaise direction

En 2018, le transport des marchandises sur rail a reculé, selon *Statistik Austria*, de 2,1 % à 105,3 millions de tonnes dont 29,7 % pour le transit. Les minerais, pierres et terres constituent la catégorie la plus importante avec 11,1 % des marchandises transportées par rail. Le transport routier des marchandises a parallèlement augmenté de 1,7 % à 393,3 millions de tonnes, les pierres, terres et matériaux de construction représentant 53,1 % des marchandises transportées sur route. En termes de tonne-kilomètres, le transport des marchandises sur rail s'est élevé à 22 milliards tkm (-1,2 %), le transport routier a atteint 18,6 milliards tkm (+1,1 %).

Tourisme

Résultat record pour la saison hivernale grâce à la ville de Vienne

La saison d'hiver 2018/19 (novembre 2018 à avril 2019) qui était marquée par des chutes de neige importantes au mois de janvier et des fermetures temporaires de certaines stations de ski, s'est clôturée à 72,8 millions de nuitées, soit 1,4 % de plus que l'année précédente dépassant le record précédent du million de nuitées. Ce développement s'explique notamment par l'augmentation du nombre des nuitées dans la ville de Vienne (+13,7 %). La Haute-Autriche et la Basse-Autriche affichent une hausse de respectivement 5,5 % et 3,7 %. On observe une stagnation pour les autres länder. Les clients les plus importants sont originaires d'Allemagne (26,9 millions), mais leur nombre recule de 0,8 %. Ce recul était particulièrement fort entre janvier et avril 2019 avec -3,7 % soit une baisse de 809 000 nuitées. D'autres pays tels que les Pays-Bas (+3,2 %), la Belgique (+4,4 %), la République tchèque (+5,6 %), l'Italie (+7,7 %), le Danemark (+6,1 %) et la Hongrie (+2,1 %) ont enregistré une hausse des nuitées. La durée moyenne de séjour (3,6 jours) par logement reste inchangée par rapport à la saison précédente.

Agriculture

Future PAC : L'Autriche craint

Les craintes du monde agricole envers la future politique agricole commune ne cessent de croître. Selon l'état des discussions autour du cadre financier pluriannuel et la future PAC après 2020, une réduction de 15 % des aides au titre du second pilier de la PAC serait

**une perte de 110
MEUR**

envisagée. Or, les aides issues de ce pilier, notamment les mesures agroenvironnementales, représentent les 2/3 des aides de la PAC perçues par l'Autriche qui est dans cette catégorie un bénéficiaire net. Pour ce qui relève du 1^{er} pilier, la coupe de 9 % actuellement envisagée suscite également beaucoup d'inquiétudes de la part des acteurs agricoles, l'Autriche ayant reçu de l'UE près de 4,8 Mrd EUR à ce titre sur la période 2014-2020 (FR = 45 Mrd EUR). Pour le second pilier, ce sont 7,7 Mrd EUR (3,9 Mrd EUR par le budget de la PAC ; FR = 9 Mrd EUR) qui ont été versés aux exploitations et cofinancés par l'Etat fédéral et les Régions. Dans le détail, les aides du second pilier se répartissent en 27 % de mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC), 23 % au titre des handicaps naturels (ICHN), 10 % pour l'agriculture biologique, 10 % dans le cadre des prestations de base et renouvellement du réseau rural, 3 % pour le bien-être animal et 10 % de mesures diverses. Autant la Ministre Elisabeth Köstinger, que le Parlement et les organisations syndicales et sectorielles ont rappelé la nécessité de conserver la PAC à un niveau égal pour la nouvelle période. En Autriche, entre l'adhésion à l'UE en 1995 et 2016, le nombre d'exploitations agricoles et forestières a fortement reculé, passant de 239 000 exploitations à près de 162 000. Logiquement, la surface moyenne des exploitations a progressé, passant de 31,5 ha à 45 ha. Seule 4,6 % de la population est employée dans l'agriculture ou la sylviculture. Alors que certaines ONG réclament un verdissement plus prononcé du 1^{er} pilier et une meilleure répartition des aides (20 % des aides sont perçues par 1 % des exploitations), la Ministre Elisabeth Köstinger promettait un plan stratégique national, prenant en compte les ressources, la protection de l'environnement et du climat et le bien-être animal. C'était à la mi-mai, quelques jours avant que le gouvernement Kurz dont elle faisait partie, ne soit déchu par une motion de censure au Parlement.

[Haut du document](#)



Annexe

Forecast of key economic indicators - international forecasters

	OECD		IMF		European	
	May 2019		April 2019		May 2019	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Key Results						
Annual change in %						
Real GDP	1,4	1,6	2	1,7	1,5	1,6
Real private consumption	1,8	1,7	x	x	1,6	1,6
Real government consumption	0,9	0,5	x	x	0,9	0,7
Real gross fixed capital formation	2,4	1,7	x	x	2	1,6
Real exports	2,3	2,6	2,7	2,6	2,8	3,2
Real imports	1,9	2,5	2,3	2,4	2,9	2,8
GDP per employee	0,2	0,7	x	x	0,5	1,1
GDP deflator	2	1,9	1,7	2	2	1,9
HICP	1,9	2	1,8	2	1,8	1,9
Unit labor costs	x	x	x	x	2,1	1,4
Payroll employment	1,2	0,8	0,7	1,1	1	0,5
% of labour force						
Unemployment rate	4,6	4,6	5,1	5	4,7	4,7
% of nominal GDP						
Current account	2,4	2,4	2	1,9	2,4	2,6
General government surplus/deficit	0,3	0,2	-0,1	-0,3	0,3	0,2
Conditioning assumptions						
Oil price in USD/barrel	68,4	70	59,2	59	69,2	67,8
Short-term interest rate in %	-0,3	-0,3	-0,3	-0,2	-0,3	-0,3
USD/EUR	1,12	1,12	1,14	1,16	1,13	1,13

Source: OECD, IMF, European Commission.

last update on 23.05.2019 11:45

Forecast of key economic indicators - austrian forecasters

	OeNB			WIFO		IHS	
	December 2018			March 2019		March 2019	
	2019	2020	2021	2019	2020	2019	2020
Key results							
Annual change in %							
Real GDP	2	1,9	1,7	1,7	1,8	1,5	1,6
Real private consumption	1,7	1,6	1,3	1,7	1,7	1,6	1,4
Real government consumption	1,5	1,2	1,3	0,7	0,5	0,8	0,8
Real gross fixed capital formation	2,6	2,2	1,7	2,3	1,8	1,9	1,6
Real exports	3,8	4	3,7	3,1	3,6	2,4	3,2
Real imports	3,6	3,8	3,4	2,5	3	2,4	3
Labour productivity ¹⁾	0,9	1	0,9	0,5	0,6	0,2	0,7
GDP deflator	2	1,9	1,7	2	1,9	2	1,9
CPI	x	x	x	1,7	1,8	1,8	1,9
HICP	2,1	2	1,9	1,6	1,7	1,8	1,9
Unit labor costs	1,8	1,6	1,4	2,1	1,6	2,4	1,6
Payroll employment	1,4	1,1	1	1,6	1,1	1,3	0,9
% of labour force							
Unemployment rate	4,7	4,7	4,5	4,6	4,6	4,8	4,8
% of nominal GDP							
Current account	2,4	2,6	2,8	1,9	1,8	x	x
General government surplus/deficit	0,1	0,4	0,5	0,4	0,7	0,2	0,2
Conditioning assumptions							
Oil price in USD/barrel	67,5	66,8	65,9	65	64	65	65
Short-term interest rate in %	-0,3	0	0,3	-0,3	0,1	-0,3	-0,1
USD/EUR	1,14	1,14	1,14	1,15	1,16	1,14	1,14

Source: OeNB, WIFO, IHS.

¹⁾ OeNB and WIFO: hourly productivity of labour; IHS: labour productivity per
last update on 29.03.2019 16:19

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Vienne (adresser les demandes à vienne@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur :

Service Économique de Vienne
Adresse : Reisnerstrasse 50/10
1030 Vienne
Autriche

Rédigé par : Susanne Maynhardt, Pascal Chaumont, Matthieu Herbelin
Relu par : Claire Thirriot-Kwant, Conseillère économique

Version du 7 juin 2019

Version originelle : Septembre 2013

Rédaction achevée le 31 mai 2019